



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
de l'administration pénitentiaire**

**Cahier des clauses techniques particulières  
(C.C.T.P.)**

**Prestations de conseils juridiques et représentation en justice**



# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>PREAMBULE .....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>ELEMENTS DE CONTEXTE .....</b>	<b>3</b>
<b>3</b>	<b>OBJET DES MISSIONS ET DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS .....</b>	<b>10</b>
<b>4</b>	<b>OBLIGATIONS GENERALES .....</b>	<b>13</b>
<b>5</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>14</b>



## 1 PREAMBULE

---

Le bureau de la gestion déléguée de la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP ou AP ou Etat pour le besoin de cet appel d'offre) est en charge de la passation et du suivi des contrats multiservices multitechniques concourant au fonctionnement courant d'établissements pénitentiaires dits « marchés de gestion déléguée » ou « MGD ».

Le bureau de la gestion déléguée est également en charge du suivi des contrats d'AOT-LOA et des contrats de partenariats précédemment conclus pour la conception, la construction - ou la réhabilitation-reconstruction-, l'entretien-maintenance et l'exploitation d'établissements pénitentiaires et concourant ainsi à leur fonctionnement courant (les « partenariats public-privé » ou « PPP »).

Le bureau de la gestion déléguée souhaite s'adjoindre les services d'un assistant pour des prestations de conseils juridiques et de représentation en justice, à titre principal le cadre de la passation et/ou de l'exécution de ces contrats.

Les prestations objet de ce marché mono-attributaire sont décrites dans la Section 3 du présent CCTP.

Cette assistance pourra également être sollicitée pour d'autres missions de conseils juridiques pour PS2, d'autres structures ou bâtiments de l'AP mais également par d'autres bureaux ou entités de l'AP, en particulier le bureau de l'immobilier dans le cadre de la passation et du contrôle de l'exécution de marchés concourant à la conception et/ou la réalisation d'établissements pénitentiaires (ou d'autres ouvrages de l'AP).

Pendant toute la durée du marché, le Titulaire doit disposer et démontrer de toutes les compétences requises, soit par son personnel propre, soit par contrat de sous-traitance auprès de prestataires spécialisés. Il dispose également de tous les moyens informatiques ou documentaires nécessaires à l'exécution de sa mission, ainsi que ceux permettant la complète information de l'AP dans les plus courts délais techniquement possibles.

## 2 ELEMENTS DE CONTEXTE

---

La loi n°87-432 du 22 juin 1987, modifiée par la loi n°2002-1138 du 9 septembre 2002, relative au service public pénitentiaire consacre un dispositif original de gestion des établissements permettant à l'administration pénitentiaire de confier à des personnes de droit public ou de droit privé habilitées, les fonctions autres que celles de direction, de greffe et de surveillance. Les établissements pénitentiaires font donc l'objet de deux modes de gestion distinct :

- **la gestion publique (GP)** consistant à faire réaliser par le personnel de l'administration pénitentiaire tout ou partie des fonctions liées au fonctionnement des établissements.
- **la gestion déléguée (GD)** qui consiste à confier à des personnes de droit privé habilitées, des prestations relatives à l'exploitation maintenance et aux services aux occupants et personnels pénitentiaires par le biais des marchés publics multiservices multitechniques (MGD), des contrats AOT-LOA, et des contrats de partenariat visés ci-avant. Ce mode de gestion mis en œuvre depuis 1990 concerne actuellement plus de 70 établissements



pénitentiaires. Les fonctions déléguées sont les fonctions d'intendance et de logistique telles que la restauration (préparation et distribution des repas, respect de la sécurité alimentaire et de l'application des normes d'hygiène), l'hôtellerie, la cantine (possibilité offerte aux personnes détenues d'acheter des denrées, objets ou prestations de service), le transport (mise en place, entretien et renouvellement d'un parc de véhicules afin d'assurer des liaisons administratives et le transport des personnes détenues, hors extractions judiciaires), la maintenance (entretien des biens afin d'assurer la continuité du service), le nettoyage, l'accueil des familles (prise de rendez-vous aux parloirs, garde et animation pour les enfants), ainsi que le travail en détention. En revanche, les missions de formation professionnelle, transférées pour partie aux régions, ont été exclues des marchés renouvelés depuis 2015. Les prestations de direction, surveillance et de greffe ne peuvent être déléguées.

Plusieurs générations de contrats de gestion délégués se sont succédées depuis 1989. Les marchés publics multi-services se sont progressivement développés depuis 2001.

#### A propos des contrats AOT-LOA

Dans les contrats passés sur le fondement de l'ancien article L. 34-3-1 du Code du domaine de l'Etat, l'Administration pénitentiaire a délégué la maîtrise d'ouvrage à une société ou un groupement d'opérateurs économiques. L'Administration pénitentiaire a accordé au titulaire une autorisation d'occupation temporaire du domaine public, ainsi qu'une convention de bail portant sur les établissements pénitentiaires à construire. Le groupement d'opérateurs économiques en qualité de constructeur et de bailleur assurait la conception, la construction et le financement des ouvrages. Le bailleur se voyait en outre confier pendant la durée du contrat, l'ensemble des prestations d'entretien et de maintenance des établissements pénitentiaires. Cette procédure a été mise en œuvre pour les établissements suivants :

Contrat	Constructeur	Type d'EP	Etablissements	Livraison	Echéance
Lot n°1	Optimep 4 (Eiffage)	CD	Roanne	09/2008	02/2036
		MA	Lyon-Corbas	12/2008	11/2036
		MA	Nancy-Maxéville	02/2008	03/2036
		CP	Béziers	09/2008	08/2037
Lot n°2	Themis (Bouygues et Idex)	CP	Poitiers-Vivonne	06/2009	06/2036
		CP	Le Mans	09/2009	09/2037
		CP	Le Havre	12/2009	04/2037

#### A propos des contrats de partenariats

Quatre contrats de partenariat passés en vertu de l'ordonnance n°2004-559 du 17 juin 2004 alors en vigueur, ont été conclus le 20 février 2008 (lot n°3) avec la société THEIA SAS, le 21 décembre 2013

(lots n°A et B) avec les sociétés HELIOS A et HELIOS B (industriels : SPIE Batignolles et GEPSA), et enfin le 13 novembre 2014 avec la société QUARTIER SANTE (industriels : ADIM et GEPSA).

Contrat	Partenaire	Type d'EP	Etablissements	Livraison	Echéance
Lot n°3	Theia SAS	CP	Lille-Annœullin	06/2011	02/2038
		CP	Sud-Francilien	02/2011	06/2038
		QMA	Nantes	12/2011	12/2038
Lot n°A	Helios A	CP	Valence	06/2015	06/2040
		CP	Riom	10/2015	10/2040
Lot n°B	Helios B	CP	Beauvais	06/2015	06/2040
MA PLS	Quartier Santé	CP	Paris-La Santé	06/2018	06/2043

A propos des marchés de gestion déléguée dits MGD 2021 (2022-2029) :

Les MGD 21 ont été conclus en 2022. Le périmètre de ces marchés porte sur le renouvellement des précédents marchés MGD15 et a été élargi aux établissements et structures mises en service entre 2022 et 2024, soit :

- CP Bordeaux-Gradignan ;
- CP Caen-Iffs ;
- CP Troyes-Lavau ;
- 10 SAS et QSL ;

Le MGD21 porte également sur les prestations de restauration des personnes détenues pour le nouveau quartier de la MA de Fleury-Mérogis.

Le périmètre des prestations prévoit des engagements de réduction des consommations d'énergie et des obligations relative à la mise en œuvre de la Loi « EGALIM » n° 2018-938 du 30 octobre 2018, volet « Transition agricole, alimentation et forêt » du plan de relance (2020) en ce qui concerne les prestations de restauration.

Les MGD 2021 ont été scindés en trois marchés (A, B et C) conclus pour une durée de 7 ans.



# MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Contrats	Lots	Etablissements	Titulaires	Date de démarrage des prestations	Date d'échéance
MGD21-A	1	CP CAEN-IFS	GEPSA (co-traitant EUREST)	1-oct.-22	30-sept.-29
		CP LE HAVRE			
		MA NANTERRE			
		CP OSNY-PONTOISE			
		EPM PORCHEVILLE			
	2	CD BAPAUME	GEPSA (co-traitant EUREST)	1-oct.-22	30-sept.-29
		CP LONGUENESSE			
		CP MAUBEUGE			
	3	CP BORDEAUX-GRADIGNAN	GEPSA (co-traitant EUREST)	1-oct.-22	30-sept.-29
		CP MONT DE MARSAN			
		CD NEUVIC-SUR-L'ISLE			
		CD UZERCHE			
	4	CP BEZIERS	IDEX Energies (sous-traitant ELIOR)	1-oct.-22	30-sept.-29
		EPM LAVAU			
		CD MURET			
		MA RODEZ			
		CP TOULOUSE-SEYSSSES			
		CP VILLENEUVE-LES-MAGUELONE			
	5	CP AITON	IDEX Energies (sous-traitant ELIOR)	1-oct.-22	30-sept.-29
		CP SAINT QUENTIN FALAVIER			
		MA VILLEFRANCHE SUR SAONE			
	6	CD JOUX-LA-VILLE	IDEX Energies (sous-traitant ELIOR)	1-oct.-22	30-sept.-29
		MA NANCY MAXEVILLE			
		CP TROYES-LAVAU			
		CP VARENNES LE GRAND			



# MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Contrats	Lots	Etablissements	Titulaires	Date de démarrage des prestations	Date d'échéance
MGD21-B	1	MA ARRAS	IDEX Energies (sous-traitant ELIOR)	1-oct.-22	30-sept.-29
		MA BETHUNE			
		MA DOUAI			
		MA DUNKERQUE			
		CP LILLE SEQUEDIN			
		EPM QUIEVRECHAIN			
		MA VALENCIENNES			
	2	MAH FLEURY-MEROGIS	IDEX Energies (sous-traitant ELIOR)	1-oct.-22	30-sept.-29
		CP MEAUX - CHAUCONIN			
		CP SEINE SAINT-DENIS (VILLEPINTE)			
	3	CP LE MANS	GEPSA (co-traitant EUREST)	1-oct.-22	30-sept.-29
		CP POITIERS VIVONNE			
		CP RENNES VEZIN			
	4	CP BOURG EN BRESSE	GEPSA (co-traitant EUREST)	1-oct.-22	30-sept.-29
		MA LYON CORBAS			
		EPM RHONE			
		CP RIOM			
		CP ROANNE			
		CP VALENCE			

Contrats	Lots	Etablissements	Titulaires	Date de démarrage des prestations	Date d'échéance
MGD21-C	1	CP SAINT-DENIS	SODEXO JUSTICE SERVICES	1-juil.-22	30-juin-29
	2	CP LE PORT	SODEXO JUSTICE SERVICES	1-juil.-22	30-juin-29
		CP SAINT-DENIS			

## A propos des marchés de gestion déléguée dits MGD 2023 (2024-2030) :

Les MGD23 ont été conclus en 2023 pour une durée de 7 ans et concernent six établissements pénitentiaires :

- quatre établissements de la zone Antilles-Guyane (maintenance et prestations transverses)
- la MA Baumettes 2 (maintenance, services à la personne hors travail et prestations transverses) ;
- la MA Fleury-Mérogis (maintenance hors sûreté et prestations transverses).



# MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Comme le MGD21, les MGD23 comportent, pour leurs titulaires, des engagements de réduction des consommations d'énergie et, s'agissant du lot 4, des obligations relatives à la mise en œuvre de la Loi « EGALIM » n° 2018-938 du 30 octobre 2018, volet « Transition agricole, alimentation et forêt » du plan de relance (2020) en ce qui concerne les prestations de restauration.

Contrats	Lots	Etablissements	Titulaires	Date de démarrage des prestations	Date d'échéance
<b>MGD23</b>	<b>1</b>	CP BAIE MAHAULT (Guadeloupe)	IDEX Energies Antilles-Guyane	1-janv.-24	31-déc.-30
		MA BASSE TERRE (Guadeloupe)			
		CP DUCOS (Martinique)			
	<b>2</b>	CP REMIRE MONTJOLY	SODEXO JUSTICE SERVICES	1-janv.-24	31-déc.-30
	<b>3</b>	CP FLEURY-MEROGIS	GEPSA	1-janv.-24	31-déc.-30
	<b>4</b>	CP BAUMETTES (2 et 3)	IDEX Energies (co-traitant ELIOR)	1-janv.-24	31-déc.-30

## A propos des marchés de gestion déléguée dits MGD 2024 (2025-2032)

Les MGD24 concernent 23 établissements et a été élargi aux nouveaux établissements et structures dont la mise en service est programmée avant 2027, soit :

- INSERRE Arras
- CD Comtat Venaissin





# MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Le MGD24 est conclu pour une durée de 7 ans et démarrera le 01/04/2025. Il comporte des obligations contractuelles renforcées en matière de sécurité des systèmes d'information.

Contrats	Lots	Etablissements		Titulaires
<b>MGD24-A</b>	1	CP	LUTTERBACH	SODEXO JUSTICE SERVICES (co-traitant CS GROUP)
		CD	SAINT-MIHIEL	
		CD	VILLENAUXE LA GRANDE	
		CD	CHATEAUDUN	
		CP	CHATEAUROUX	
		CP	ORLEANS SARAN	
	2	MA	AVIGNON-LE PONTET	IDEX Energies (co-traitant ELIOR)
		CD	SALON-DE-PROVENCE	
		CD	TARASCON	
		EPM	MARSEILLE	
		CP	TOULON-LA FARLEDE	
		CP	COMTAT VENAISSIN	
<b>MGD24-B</b>	1	CD	ARGENTAN	SODEXO JUSTICE SERVICES / (co-traitant CS GROUP)
		CP	CONDE SUR SARTHE	
		EPM	ORVAULT	
		MA	AMIENS	
		CP	LAON	
		CD	LIANCOURT	
		CP	VENDIN LE VIEL	
		CP	BEAUVAIS	
		INSERRE	ARRAS	
	2	MC	ARLES	GEPSA
		MA	DRAGUIGNAN	
		CP	AIX-LUYNES (AIX 1 + AIX 2)	
		MA	GRASSE	

## A propos du Programme immobilier « 15 000 »

Le Programme immobilier « 15 000 » se décompose en deux phases, la première portant sur la livraison de 7 000 places, la seconde sur 8 000 places supplémentaires dont la livraison est prévue à l'horizon de 2027.

Le détail du programme immobilier « 15 000 » peut être consulté le site de l'APIJ : <https://www.apij.justice.fr/>

Ce programme doit permettre de résorber la surpopulation dans les maisons d'arrêt et poursuit l'objectif de l'encellulement individuel à 80%, afin d'améliorer la prise en charge des détenus et de garantir des conditions de détention dignes ; il offrira également de meilleures conditions de travail au personnel pénitentiaire et favorisera par ailleurs le développement du travail en détention.

#### A propos des procédures de renouvellement / passation des marchés de gestion déléguée

Les procédures de mise en concurrence des marchés de gestion déléguée interviennent pour le renouvellement des marchés existants et sont programmées en fonction du calendrier des échéances de ces contrats.

Pour les contrats MGD arrivant à échéance entre le 2029 et 2032, plusieurs procédures de passation seront initiées par l'administration pénitentiaire à partir de 2027/2028.

Ces procédures sont à forts enjeux pour le fonctionnement des établissements et représentent des engagements importants pour l'administration pénitentiaire. A titre indicatif, les marchés MGD21, MGD23 et MGD24 représentent ensemble **un montant d'autorisations d'engagements pour l'Etat supérieur à 3 milliards d'euros**.

Des procédures de mises en concurrence interviendront également pour l'attribution des marchés de gestion déléguée permettant le fonctionnement des nouveaux établissements pénitentiaires, et au fur et à mesure de la réalisation du Programme immobilier « 15 000 ».

Par ailleurs, au titre de l'exécution normale du contrat de partenariat relatif à la Maison d'Arrêt de Paris – La Santé, les prestations de services aux personnes (SAP) sortiront du périmètre du contrat et passeront selon toute vraisemblance en gestion déléguée. A ce titre, une procédure de passation d'un MGD devrait être organisée en 2026.

*Nota Bene : les établissements pénitentiaires exploités en gestion déléguée et contrats de gestion déléguée ne sont pas identifiés de manière exhaustive au titre du présent chapitre.*

### **3 OBJET DES MISSIONS ET DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS**

---

L'objectif général de la mission confiée au Titulaire est d'apporter une assistance juridique à l'administration pénitentiaire pour l'ensemble des tâches que cette dernière doit assurer dans le cadre de la passation et/ou de l'exécution des contrats de gestion déléguée et marchés publics multiservices multitechniques concourant au fonctionnement courant d'établissements pénitentiaires.

#### ○ Délai de remise des documents par le titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations

Sauf indication contraire dans le bon de commande, les délais suivants de transmission des livrables s'appliquent :

- revue de présentations internes, recherches juridiques et rédaction de notes : **3 jours ouvrés** ;
- autres documents/prestations : **5 jours ouvrés**.



- Prestations à titre principal

**Prestations 1 : Assistance de l'AP dans le suivi de l'exécution des contrats de gestion déléguée (MGD, AOT-LOA, PPP ...)**

- Apporter son conseil à l'AP par la rédaction d'avis, de notes ou la réalisation d'études sur diverses questions juridiques se rapportant à l'exécution des contrats du bureau PS2 (MGD/AOT-LOA/PPP/CREM notamment) ;
- Assister l'AP dans la rédaction des réponses à adresser aux titulaires de ces contrats, aux instances de contrôle et à tout autre intervenant.
- Assister l'AP dans l'analyse et la rédaction des réponses aux demandes et réclamations qui pourraient être déposées par les titulaires de ces contrats (modifications de l'entreprise attributaire du contrat, sous-traitance, interprétation du contrat, responsabilités ...).
- Assister l'AP dans la rédaction d'arbitrages, de notes internes d'interprétation des contrats, d'avenants/demande de travaux modificatifs (DTM) et de protocoles transactionnels avec les titulaires de ces contrats.
- Apporter son conseil dans les domaines juridiques connexes à l'exécution des contrats : domanialité publique, maîtrise d'ouvrage publique, sous-traitance, RGPD, droit fiscal, assurances, droits des usagers droit du numérique, droit de l'énergie ...
- Le Titulaire devra répondre, toutes les fois qu'il sera sollicité, pour participer aux réunions organisées par l'administration pénitentiaire. Il sera demandé une participation active du prestataire à ces réunions.
- Le Titulaire devra être force de propositions et de solutions pour orienter la réflexion.

**Prestation 2 : Assistance de l'AP dans la passation des marchés de gestion déléguée**

Dans le cadre de la passation des MGD, le bureau de la gestion déléguée (PS2), pilote de cette opération, réalise la rédaction des pièces contractuelle de l'ensemble de ces consultations.

Soucieux d'assurer la sécurité juridique du renouvellement de ces marchés, l'AP souhaite confier à un prestataire extérieur la relecture et l'analyse de la validité juridique de l'ensemble des pièces contractuelles relatives aux consultations.

Au regard des enjeux de ces passations, il est attendu que le Titulaire puisse à la fois assister l'administration pénitentiaire sur (i) le pilotage des procédures d'appels d'offres, (ii) l'élaboration des multiples documents de passation et (iii) la réalisation de note ou d'avis visant à sécuriser ces procédures. Il est a priori prévu qu'un appel d'offres « type » soit écrit par le bureau et ses conseils, pour ensuite être décliné en différents lots d'établissements, dans un souci de rationaliser les procédures.

- Assister et conseiller l'AP sur l'organisation des procédures de passation des MGD et notamment s'agissant de la :
  - élaboration des calendriers de passation ;
  - rédaction de l'ensemble des documents des différents appels d'offres (AAPC, RC, CCAP, AE, etc.) pour les différents lots d'établissements pénitentiaires ;



- collecte d'informations/données auprès des services déconcentrés, en vue d'une transmission aux candidats potentiels ;
  - préparation et participation aux réunions avec les candidats et aux réunions internes ;
  - analyse et rédaction des réponses aux réclamations qui pourraient être déposées par les candidats, en cours de procédure ;
  - rédaction ou relecture des rapports d'analyse des offres (les analyses technique et financière des offres ne sont pas attendues du titulaire de ce marché) ;
  - réponse aux candidats non-retenus ;
  - rédaction de tout autre document nécessaire au renouvellement des MGD (hors aspects techniques et financiers).
- Apporter son conseil à l'AP par la rédaction d'avis, de notes ou la réalisation d'études sur diverses questions juridiques, de manière notamment à sécuriser les procédures de passation.
  - Les conseils produits doivent être clairs et comporter des préconisations permettant de corriger d'éventuelles irrégularités. Ils indiquent, si nécessaire, la procédure à suivre afin de garantir la fiabilité juridique des actes. Le Titulaire mentionne les références sur lesquelles il se fonde afin de permettre à l'AP d'apprécier la validité de l'argumentation.

○ Prestations à titre secondaire

**Prestation 3 : Représentation en justice et assistance de l'AP dans les procédures contentieuses**

- Représenter en justice l'AP devant les juridictions compétentes dans l'hypothèse de recours contentieux introduits sur les procédures d'appels d'offres de renouvellement des MGD ;
- Représenter en justice l'AP devant les juridictions compétentes dans l'hypothèse de recours contentieux introduits contre les contrats ou les décisions prises par l'AP dans le cadre de leur gestion et passation des MGD, et des PPP ;
- Dans ce cadre, le Titulaire s'engage à informer l'AP et à respecter les délais de procédure imposés par les lois et règlements en vigueur (délais de prescription, délais pour produire un mémoire, délais d'appel...) ainsi qu'à transmettre tout document de la partie adverse qui aurait été communiqué dans la cadre de la procédure en cours.
- Il est rappelé que l'article 4 de la loi du 31 décembre 1971 modifiée précise que « Nul ne peut, s'il n'est avocat, assister ou représenter les parties, postuler et plaider devant les juridictions et les organismes juridictionnels ou disciplinaires de quelque nature que ce soit, sous réserve des dispositions régissant les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation »
- Assistance de l'AP dans les litiges pré-contentieux, règlements amiables de type CCNRA, et procédures contentieuses. La mission inclut notamment la rédaction des requêtes et des mémoires, conclusions, assignation ou toute autre production. Les projets d'acte sont obligatoirement soumis à validation suffisamment à l'avance, pour permettre à l'AP de les étudier et les valider préalablement à leur communication à la juridiction saisie, l'assistance sur les questions connexes et la participation aux audiences.



- A l'issue de la phase de représentation, le Titulaire fournit un compte-rendu écrit d'audience.

## **4 OBLIGATIONS GENERALES**

---

Pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées, le Titulaire est soumis aux obligations générales suivantes :

- Qualité de la prestation

- Dans le cadre du présent marché, le Titulaire s'engage à exécuter les prestations à sa charge conformément aux meilleurs critères de qualité en vigueur dans la profession selon les règles de l'art, conformément aux dispositions du présent marché.
- Le Titulaire est tenu de mettre en place les moyens de contrôle adéquats et permanents lui permettant d'assurer la qualité des prestations qui lui sont confiées par l'AP. Pour l'exécution de chacune des missions, le Titulaire veille à être disponible et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour parvenir à l'optimisation de la défense des intérêts de l'AP. Le Titulaire informe régulièrement l'administration pénitentiaire de l'état d'avancement des dossiers.

- Obligation de moyens

- Le Titulaire est soumis à une obligation de moyens. Il s'engage à mettre en place les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à respecter les délais, les coûts fixés et les niveaux de qualité requis pour la conduite des prestations demandées.
- Les prestations se déroulent conformément au présent CCTP et aux autres documents contractuels.
- A ce titre, le Titulaire fournit avec diligence et conformément aux règles de l'art, aux normes de qualité convenues et à la législation en vigueur, les prestations, objet du présent marché.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés à cet effet.

- Obligation générale d'information

- Le Titulaire s'engage à informer sans délai l'administration pénitentiaire de toute difficulté rencontrée dans la réalisation et l'exécution des prestations de nature à retarder ou compromettre le fonctionnement de l'accord cadre

- Modalités de rémunération

Pour chacune de ces missions, le Titulaire sera sollicité sur la base d'une combinaison de tâches de différents niveaux de complexité (exemples indicatifs) :



## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

- Simple : dupliquer les documents de l'appel d'offre « type » pour réaliser les appels d'offres des autres lots d'établissements ; collecter les données des services déconcentrés, organiser des réunions, etc. (volume d'heures : 7 heures par tâche)
- Complexe : rédaction d'un projet de note, revue de la cohérence de l'ensemble des documents de l'appel d'offres « type », participation à une réunion, etc. (volume d'heures : 7 heures par tâche).
- Livrables (non exhaustifs) : voir le détail des prestations. Des livrables complémentaires pourront être précisés au moment de l'émission de la demande.

Dans la réalisation de l'ensemble des prestations, le Titulaire veillera à préserver les intérêts de l'AP.

## 5 ANNEXES

---

- Annexe 1 : Avis d'attribution des marchés de gestion déléguée MGD21A
- Annexe 2 : Avis d'attribution des marchés de gestion déléguée MGD21B
- Annexe 3 : Avis d'attribution des marchés de gestion déléguée MGD21C
- Annexe 4 : Avis d'attribution des marchés de gestion déléguée MGD23